

M. Le Ministre de l'Education Nationale

s/c de M. Le Recteur de Mayotte

Les personnels de direction, syndiqués ou non, réunis ce jour à l'initiative du SNPDEN et d'ID-FO et en présence des représentants de la CGT Educ'Action expriment leur émotion et leurs sentiments solidaires envers les élèves, leurs familles et tous les personnels qui subissent de façon chronique des actes violents qui sont inacceptables et pour lesquels nous attendons des réponses fortes .

Mardi dernier, les établissements de Dzoumogné ont été le théâtre d'affrontements graves, pendant plus de 10 heures. Hier, les événements de Kahani ont montré l'épuisement d'une partie des élèves face aux violences physiques et psychologiques qu'ils subissent. Malheureusement, nous pourrions multiplier les exemples.

L'école, directement, parce qu'elle est le contraire de la loi du plus fort, ou indirectement, parce qu'elle se situe au centre de la vie sociale des plus jeunes dont trop nombreux ne peuvent se projeter dans le futur, est attaquée.

Le niveau de violence auquel elle est confrontée est inédit pourtant, de crises en crises, beaucoup, profitant du calme avant la tempête ou croyant aux miracles, semblent s'en accommoder.

Au milieu de ce chaos, les personnels de direction, souhaitent alerter le ministère sur leurs conditions de travail et sur le fait qu'ils se trouvent en première ligne (au sens propre et au sens figuré) face à des événements qui relèvent très souvent du maintien de l'ordre public.

Leur première mission étant d'assurer la sécurité des personnes et des biens au sein de l'établissement qu'ils dirigent, au cœur de l'action, ils se sentent seuls et sans protection face à cette responsabilité et ont peur du moindre dérapage, de la moindre maladresse qui pourrait l'engager et la mettre en péril.

Force est de constater que, malheureusement, les causes ne manquent pas pour interrompre régulièrement le fonctionnement du service public d'éducation à Mayotte. Les personnels de direction tiennent à réaffirmer que leurs élèves ont le même droit que les autres élèves à une éducation complète et régulière.

Le Rectorat de Mayotte a toujours été présent pour soutenir et accompagner les personnels de direction mais nous souhaitons réaffirmer que les responsables des établissements scolaires ne peuvent pas être chargés des questions de maintien de l'ordre public.

Militants de l'éducation, ils ne renonceront jamais à faire en sorte que l'intelligence puisse l'emporter sur la force brute.

Mais ils ne peuvent y parvenir sans le soutien des familles, principaux usagers des services d'éducation, sans une convergence réelle et efficace des organismes de prévention et de sécurité publique qu'ils soient municipaux ou nationaux, de la collaboration affirmée des collectivités locales, sans une organisation cohérente des transports scolaires et, sans doute, plus largement, sans la mise en œuvre d'une politique offrant de réelles perspectives d'avenir à des jeunes citoyens dont l'expression témoigne souvent du plus grand désarroi.

Les personnels de direction souhaitent réaffirmer qu'ils ne peuvent pas rester seuls sur le terrain à être chargés des questions de maintien de l'ordre public. Ils reconnaissent le soutien du rectorat mais face à la récurrence et l'aggravation des événements, ils demandent que soient établies et rédigées, avant la fin du mois de février 2021, des procédures précises de déclenchement et de fonctionnement de cellules de crise inter services (Préfecture, Rectorat, Police/Gendarmerie, Collectivités Locales etc.)

Les personnels de direction attendent que ces conditions d'exercice soient connues des autorités locales mais aussi et surtout du ministère de l'Education nationale qui pourra interroger la représentation nationale et nourrir sa réflexion quant à l'avenir d'un territoire qu'ils sont fiers de servir avec la plus grande passion et le plus grand dévouement.

Les personnels de direction réunis en AG le mercredi 02 décembre 2020, au collège de Kwalé